



Royaume du Maroc
Conseil consultatif des droits de l'Homme

Département Information et Communication

المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

LE CCDH DANS LA PRESSE NATIONALE

13 Mai 2010

13 ماي 2010



Almadina al fadéla

Sur Arrabiâa à 21h

Cette émission vise la réhabilitation d'un ensemble de valeurs éthiques et de comportement individuelles et collectives dans la société marocaine et les consolider dans le cadre des transformations sociales que connaît notre communauté.

Cette épisode parlera du Conseil consultatif des Droits de l'Homme à l'occasion du 20^e année de son inauguration.

Invités : Lmahjoub El Hiba ; secrétaire général du Conseil consultatif, Abou Bakr Lakour ; secrétaire général de l'Organisation marocaine des droits de l'Homme.

Maroc-Droits Hommes

La promotion des droits de l'Homme au Maroc, un choix stratégique irréversible (Mohamed Naciri)

Rabat, 12 mai (MAP)- La promotion des droits de l'Homme au Maroc est un choix stratégique irréversible, vu l'intérêt particulier accordé à ces droits dans le projet sociétal initié par SM le Roi Mohammed VI, a affirmé, mercredi à Rabat, le ministre de la Justice, M. Mohamed Naciri.

Le Maroc a veillé au renforcement des acquis dans ce domaine, à travers notamment des plans d'action pour la mise en place et la consolidation des institutions et des structures, le développement et l'harmonisation des législations nationales avec les conventions internationales en la matière, a souligné le ministre à l'ouverture de la 6-ème rencontre annuelle des institutions nationales arabes des droits de l'Homme.

Lors de cette rencontre initiée sous le thème "le rôle des Institutions nationales dans le renforcement de l'Etat de droit", le ministre a également rappelé que le Royaume, qui assure toutes les garanties pour la protection des droits de l'Homme, a clos le dossier des violations passées et procédé à la réparation des préjudices causés.

M. Naciri a mis en relief l'effort soutenu du Royaume pour parachever son adhésion du système international des droits de l'Homme, parallèlement à d'autres grands chantiers structurants relatifs à la protection des droits de l'Homme, à l'initiative nationale du développement humain (INDH), à la réforme de la justice, à la régionalisation avancée et aux plans nationaux et sectoriels.

Il a salué, dans ce cadre, la contribution du Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH), en tant qu'institution nationale et acteur essentiel dans la consécration des valeurs des droits de l'Homme, à ces chantiers structurants, mettant l'accent sur le rôle primordial des institutions nationales des droits de l'Homme dans la consolidation de l'application de la loi, en tant que mécanisme essentiel pour la protection de ces droits et la réalisation de la justice.

De son côté, le président du CCDH, M. Ahmed Herzenni, a indiqué que le rôle croissant des institutions arabes des droits de l'Homme dans l'application de la loi a un impact sur le dynamisme des législations nationales (Constitutions et lois) permettant ainsi de consacrer notamment l'attachement aux principes de la primauté de la loi, de séparation des pouvoirs, de l'indépendance de la justice et de la participation et la représentativité politique.

Dans ce sens, le rôle de ces institutions consiste à contribuer au suivi de l'harmonisation des législations nationales avec les normes internationales des droits de l'Homme sur la base des principes de la justice, de l'équité, de la responsabilité et du respect de la loi.

Ces institutions jouent également un rôle dans la formulation des propositions en matière des droits de l'Homme, outre la mise en place des mécanismes visant la protection de ces droits, a-t-il dit, relevant que la promotion de l'Etat de Droit est une mission délicate et continue qui nécessite un travail de longue haleine, un effort perpétuel et une méthode graduelle.

Cette mission nécessite également la participation de tous les acteurs concernés, ainsi que l'adoption de stratégies, de plans et de programmes qui prennent en considération l'importance de l'approche des droits de l'Homme et les fondements de l'édifice démocratique, a relevé M. Herzenni.

Pour sa part, Mme Alia Al Dali, représentant résident-adjoint du bureau du PNUD à Rabat, a souligné que le Maroc accorde une importance particulière aux droits de l'Homme, notamment politiques et civiles, relevant que cette importance se manifeste aussi bien au niveau de l'Etat qu'au niveau de la société civile, dans le cadre d'un processus entamé en 1990 et qui s'est renforcé durant la nouvelle ère.

Le Maroc s'est démarqué sur le plan arabe par une présence précoce du mouvement des droits de l'Homme, aussi bien sur le volet gouvernemental ou non gouvernemental, a-t-elle souligné, estimant que le nombre des organisations et des instances des droits de l'Homme reflète l'intérêt accordé par la société marocaine à la problématique des droits de l'Homme

Elle a appelé aussi à développer ces institutions et de les doter des moyens nécessaires pour qu'elles puissent accomplir pleinement leur mission qui consiste à l'incitation à la mise en oeuvre des conventions internationales.

Pour sa part, le président du conseil des secrétaires du Centre national des droits de l'Homme en Jordanie, M. Adnan Badran a indiqué, dans une allocution lue en son nom, que l'adoption du principe de la primauté du droit est devenu un critère fondamental du progrès réalisé par les pays et les sociétés, outre qu'il constitue une préoccupation pour tous.

La promotion et l'attachement de ce principe est désormais une responsabilité partagée entre les gouvernements et les institutions nationales de droits de l'Homme, a-t-il dit.

Il a appelé les acteurs actifs dans le domaine des droits de l'Homme à associer les aspects juridiques à ceux liés à la démocratie pour aboutir à une seule approche où la primauté de la loi constitue le principe de gouvernance et où les personnes et institutions sont égales devant la loi grâce à une justice juste et indépendante en phase avec les normes internationales des droits de l'Homme.

Organisée par le CCDH, en partenariat avec le Haut Commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme, le Centre national des droits de l'Homme en Jordanie et le PNUD, cette rencontre s'inscrit en droite ligne de l'intérêt accordé au renforcement de l'Etat de droit sur le plan national et international depuis le début du 3ème millénaire.

Cette rencontre, qui connaît la participation de représentants des Institutions nationales arabes des droits de l'Homme, de représentants d'Organisations internationales, régionales et d'ONGs, ainsi que de juges, d'avocats, de parlementaires, d'académiciens et d'experts nationaux et internationaux, se penchera sur le rôle central que peuvent jouer les Institutions nationales des droits de l'Homme dans le renforcement de l'Etat de droit aux niveaux du "contrôle des pratiques de l'Etat et son degré de respect des normes internationales des droits de l'Homme, des "propositions et émission des avis consultatifs" et d'"information, sensibilisation et éducation aux droits de l'Homme".

Au programme de cette rencontre, trois séances de travail sur "les critères internationaux des droits de l'Homme et les défis", "les dispositions nécessaires pour garantir le principe d'égalité devant la loi" et "le rôle des Institutions nationales dans le renforcement de l'Etat de droit à travers la sensibilisation et l'éducation aux droits de l'Homme".

Les participants s'organisent également dans le cadre de deux ateliers de travail, dont le premier est axé sur "l'observation et le contrôle des pratiques de l'Etat et son degré de respect des normes internationales des droits de l'Homme" et le second sur "la fonction consultative et propositionnelle dans les domaines des législations et des politiques publiques".(MAP).

Revue de Presse du Conseil consultatif des droits de l'Homme

المغرب/عالم عربي/حقوق الإنسان/لقاء (مرفق بصورة) وزير العدل: النهوض بحقوق الإنسان في المغرب خيار استراتيجي لا رجعة فيه

الرباط/ 12/ 5/ ومع/ أكد وزير العدل السيد محمد الناصري، اليوم الأربعاء بالرباط، أن النهوض بحقوق الإنسان في المملكة يعد خيارا استراتيجيا لا رجعة فيه، انطلاقا من الاهتمام المتميز التي تحظى به قضايا حقوق الإنسان في المشروع المجتمعي الذي يقوده صاحب الجلالة الملك محمد السادس

وأوضح الوزير، في افتتاح اللقاء السنوي السادس للمؤسسات الوطنية العربية لحقوق الإنسان الذي ينظمه المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان بتعاون مع المفوضية السامية للأمم المتحدة لحقوق الإنسان، أن المغرب حرص على تعزيز منجزاته في هذا المجال، خاصة عبر برامج عمل تهم إحداث وتعزيز المؤسسات والهيكل وتطوير وملاءمة التشريعات والاتفاقيات الدولية وتوفير ضمانات حماية حقوق الإنسان وطي صفحة الماضي وجبر أضرارها

وأبرز السيد الناصري، خلال هذا اللقاء المنظم حول "دور المؤسسات الوطنية العربية لحقوق الإنسان في تعزيز حكم القانون"، عمل المملكة الدؤوب لاستكمال انخراطها في المنظومة الدولية لحقوق الإنسان، بالموازاة مع أوراش كبرى مهيكلت تتعلق بحماية حقوق الإنسان وتعزيز شروط ممارستها في الحياة اليومية والمبادرة الوطنية للتنمية البشرية وإصلاح القضاء والجهوية الموسعة والخطط الوطنية والقطاعية وغيرها

وأشاد الوزير في هذا السياق بإسهام المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، كمؤسسة وطنية، في هذه الأوراش كفاعل أساسي لترسيخ قيم حقوق الإنسان، مؤكدا على الدور المركزي للمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان عموما في تعزيز حكم القانون كآلية أساسية لحماية هذه الحقوق وتحقيق العدالة

ومن جانبه، اعتبر رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان السيد أحمد حرزني أن تزايد دور هذه المؤسسات في تعزيز حكم القانون ينعكس على الديناميات الوطنية المرتبطة بالتشريعات القطرية عبر الدساتير أو القوانين التي تكرر الالتزام بمبادئ سمو القانون والمساءلة والمساواة أمام القانون وتوفير شروط المحاكمة العادلة وفصل السلطات واستقلال القضاء والمشاركة والتمثيلية السياسية

وأوضح أن دور هذه المؤسسات في هذا الصدد يتمثل في المساهمة في تتبع مدى ملاءمة التشريعات الوطنية مع المعايير الدولية لحقوق الإنسان بناء على مبادئ العدل والمساواة والمسؤولية وعدم الرجعية والخضوع للشرعية القانونية، فضلا عن تقديم مقترحات في هذا الشأن وتوفير آليات الحماية والانتصاف في حالة حدوث انتهاكات أو تجاوزات

واعتبر السيد حرزني أن تعزيز حكم القانون مهمة صعبة ومستمرة تتطلب نفسا طويلا ومجهودا متواصلًا ونهجًا متدرجا وتستدعي مساهمة مختلف الفاعلين واعتماد استراتيجيات وخطط وبرامج تأخذ بعين الاعتبار أهمية المقاربة الحقوقية وغايات التنمية ومرتكزات البناء الديمقراطي

أما الممثلة المقيمة الدائمة المساعدة لمكتب برنامج الأمم المتحدة الإنمائي بالمغرب السيدة عالية الدالي فأبرزت أن المغرب أضحى يولي لحقوق الإنسان، خاصة السياسية والمدنية، أهمية خاصة سواء على مستوى الدولة أو المجتمع المدني في إطار صيرورة بدأت سنة 1990 وتكرست أكثر في ظل العهد الجديد

وأبرزت أن المغرب تميز على صعيد الوطن العربي بتواجد مبكر لحركة حقوق الإنسان سواء في شكلها الحكومي أو غير الحكومي. واعتبرت أن تعدد منظمات وهيئات حقوق الإنسان يعكس عمق اهتمام المجتمع المغربي بالإشكالية الحقوقية، داعية إلى تطوير هذه المؤسسات وتزويدها بالإمكانات الضرورية لأداء مهمتها المتمثلة في الحث على تفعيل المواثيق الدولية

(.)
ن جهته، أشار رئيس مجلس أمناء المركز الوطني لحقوق الإنسان بالأردن السيد عدنان بدران، في كلمة ألقيت نيابة عنه، إلى أن تبني الدول لمبدأ سيادة القانون أضحى معيارا أساسيا لتقدم الدول والمجتمعات الإنسانية وهاجسا لدى الجميع وأن مهمة النهوض والتمسك به غدت مسؤولية مشتركة للحكومات والمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان على حد سواء

ودعا نشطاء حقوق الإنسان إلى دمج النواحي القانونية مع تلك المتعلقة بالديمقراطية للوصول في مقاربة واحدة إلى سيادة القانون كمبدأ للحكم يكون فيه الأشخاص والمؤسسات والكيانات، بما في ذلك الدولة، مسؤولين أمام قوانين صادرة علنا تطبق بالتساوي وتحترم لقضاء عادل ومستقل وتتماشى مع المعايير الدولية لحقوق الإنسان.

ويتوخى اللقاء السادس للمؤسسات الوطنية العربية لحقوق الإنسان الوقوف على الدور المحوري الذي يمكن أن تقوم به المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان في تعزيز حكم القانون خاصة على مستويات "مراقبة ممارسات الدولة في ما يتصل بمدى التزامها بالمعايير الدولية لحقوق الإنسان"، و"الاقتراح وإبداء الرأي وتقديم المشورة" و"توفير المعلومات والتوعية". والتربية على حقوق الإنسان.

ويشمل برنامج هذا اللقاء السنوي، الذي ينظم أيضا بتعاون مع المركز الوطني لحقوق الإنسان بالأردن وبرنامج الأمم المتحدة الإنمائي، عقد جلسة عامة حول التدابير اللازمة لضمان تفعيل مبدأ سمو القانون تناقش "فصل السلط والمشاركة في صنع القرار" و"تجنب التعسف والشفافية الإجرائية والقانونية" و"دور المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان في تعزيز حكم القانون من خلال التوعية والتربية على حقوق الإنسان".

كما سينتظم المشاركون في إطار ورشتين، تتناول أولاهما "رصد ومراقبة ممارسات الدولة ومدى التزامها بالمعايير الدولية لحقوق الإنسان"، في حين تتطرق الثانية لموضوع "الوظيفة الاستشارية والاقتراحية في مجال التشريعات والسياسات العمومية".

ويحضر هذا اللقاء ممثلون عن المؤسسات الوطنية العربية لحقوق الإنسان وعن منظمات دولية وإقليمية ومنظمات غير حكومية، إلى جانب قضاة ومحامين وبرلمانيين وأكاديميين وخبراء دوليين ووطنيين.

ويندرج اللقاء، حسب المنظمين، في إطار الاهتمام المتزايد الذي بات يحظى به موضوع تعزيز حكم القانون على المستويين الدولي والوطني في بداية الألفية الثالثة، وذلك لدوره في استقرار وأمن المجتمعات وتنميتها وتدعيم حكم خاضع للمساءلة، وحماية الأشخاص وتوفير شروط تمتعهم بحقوق الإنسان.

"La promotion des droits de l'Homme au Maroc, un choix stratégique irréversible"

La promotion des droits de l'Homme au Maroc est un choix stratégique irréversible, vu l'intérêt particulier accordé à ces droits dans le projet sociétal initié par SM le Roi Mohammed VI, a affirmé, mercredi à Rabat, le ministre de la Justice, M. Mohamed Naciri.

Le Maroc a veillé au renforcement des acquis dans ce domaine, à travers notamment des plans d'action pour la mise en place et la consolidation des institutions et des structures, le développement et l'harmonisation des législations nationales avec les conventions internationales en la matière, a souligné le ministre à l'ouverture de la 6-ème rencontre annuelle des institutions nationales arabes des droits de l'Homme.

Lors de cette rencontre initiée sous le thème "le rôle des Institutions nationales dans le renforcement de l'Etat de droit", le ministre a également rappelé que le Royaume, qui assure toutes les garanties pour la protection des droits de l'Homme, a clos le dossier des violations passées et procédé à la réparation des préjudices causés.

M. Naciri a mis en relief l'effort soutenu du Royaume pour parachever son adhésion du système international des droits de l'Homme, parallèlement à d'autres grands chantiers structurants relatifs à la protection des droits de l'Homme, à l'initiative nationale du développement humain (INDH), à la réforme de la justice, à la régionalisation avancée et aux plans nationaux et sectoriels.

Il a salué, dans ce cadre, la contribution du Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH), en tant qu'institution nationale et acteur essentiel dans la consécration des valeurs des droits de l'Homme, à ces chantiers structurants, mettant l'accent sur le rôle primordial des institutions nationales des droits de l'Homme dans la consolidation de l'application de la loi, en tant que mécanisme essentiel pour la protection de ces droits et la réalisation de la justice.

De son côté, le président du CCDH, M. Ahmed Herzenni, a indiqué que le rôle croissant des institutions arabes des droits de l'Homme dans l'application de la loi a un impact sur le dynamisme des législations nationales (Constitutions et lois) permettant ainsi de consacrer notamment l'attachement aux principes de la primauté de la loi, de séparation des pouvoirs, de l'indépendance de la justice et de la participation et la représentativité politique.

Dans ce sens, le rôle de ces institutions consiste à contribuer au suivi de l'harmonisation des législations nationales avec les normes internationales des droits de l'Homme sur la base des principes de la justice, de l'équité, de la responsabilité et du respect de la loi.

Ces institutions jouent également un rôle dans la formulation des propositions en matière des droits de l'Homme, outre la mise en place des mécanismes visant la protection de ces droits, a-

t-il dit, relevant que la promotion de l'Etat de Droit est une mission délicate et continue qui nécessite un travail de longue haleine, un effort perpétuel et une méthode graduelle.

Cette mission nécessite également la participation de tous les acteurs concernés, ainsi que l'adoption de stratégies, de plans et de programmes qui prennent en considération l'importance de l'approche des droits de l'Homme et les fondements de l'édifice démocratique, a relevé M. Herzenni.

Pour sa part, Mme Alia Al Dali, représentant résident-adjoint du bureau du PNUD à Rabat, a souligné que le Maroc accorde une importance particulière aux droits de l'Homme, notamment politiques et civiles, relevant que cette importance se manifeste aussi bien au niveau de l'Etat qu'au niveau de la société civile, dans le cadre d'un processus entamé en 1990 et qui s'est renforcé durant la nouvelle ère.

Le Maroc s'est démarqué sur le plan arabe par une présence précoce du mouvement des droits de l'Homme, aussi bien sur le volet gouvernemental ou non gouvernemental, a-t-elle souligné, estimant que le nombre des organisations et des instances des droits de l'Homme reflète l'intérêt accordé par la société marocaine à la problématique des droits de l'Homme Elle a appelé aussi à développer ces institutions et de les doter des moyens nécessaires pour qu'elles puissent accomplir pleinement leur mission qui consiste à l'incitation à la mise en oeuvre des conventions internationales.

Pour sa part, le président du conseil des secrétaires du Centre national des droits de l'Homme en Jordanie, M. Adnan Badran a indiqué, dans une allocution lue en son nom, que l'adoption du principe de la primauté du droit est devenu un critère fondamental du progrès réalisé par les pays et les sociétés, outre qu'il constitue une préoccupation pour tous.

La promotion et l'attachement de ce principe est désormais une responsabilité partagée entre les gouvernements et les institutions nationales de droits de l'Homme, a-t-il dit.

Il a appelé les acteurs actifs dans le domaine des droits de l'Homme à associer les aspects juridiques à ceux liés à la démocratie pour aboutir à une seule approche où la primauté de la loi constitue le principe de gouvernance et où les personnes et institutions sont égales devant la loi grâce à une justice juste et indépendante en phase avec les normes internationales des droits de l'Homme.

Organisée par le CCDH, en partenariat avec le Haut Commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme, le Centre national des droits de l'Homme en Jordanie et le PNUD, cette rencontre s'inscrit en droite ligne de l'intérêt accordé au renforcement de l'Etat de droit sur le plan national et international depuis le début du 3ème millénaire.

Cette rencontre, qui connaît la participation de représentants des Institutions nationales arabes des droits de l'Homme, de représentants d'Organisations internationales, régionales et d'ONGs, ainsi que de juges, d'avocats, de parlementaires, d'académiciens et d'experts nationaux et internationaux, se penchera sur le rôle central que peuvent jouer les Institutions nationales des droits de l'Homme dans le renforcement de l'Etat de droit aux niveaux du "contrôle des pratiques de l'Etat et son degré de respect des normes internationales des droits de l'Homme, des "propositions et émission des avis consultatifs" et d'"information, sensibilisation et éducation aux droits de l'Homme".

Au programme de cette rencontre, trois séances de travail sur "les critères internationaux des droits de l'Homme et les défis", "les dispositions nécessaires pour garantir le principe d'égalité

devant la loi" et "le rôle des Institutions nationales dans le renforcement de l'Etat de droit à travers la sensibilisation et l'éducation aux droits de l'Homme".

Les participants s'organisent également dans le cadre de deux ateliers de travail, dont le premier est axé sur "l'observation et le contrôle des pratiques de l'Etat et son degré de respect des normes internationales des droits de l'Homme" et le second sur "la fonction consultative et propositionnelle dans les domaines des législations et des politiques publiques".

aufait/MAP

Revue de Presse du Conseil consultatif des droits de l'Homme

المغرب رائد عربيا وإفريقيا في مجال حماية الحقوق والحريات الفردية والجماعية

الرباط: أبورضى

1990 والعصبة المغربية لحقوق الإنسان ثم جمعيات ومنظمات وهيئات أخرى خصوصا بعد مصادقة المغرب على العهدين الدوليين المتعلقين بالحقوق السياسية والمدنية والحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية. كما أشارت الدالي إلى إنشاء المغرب لهيئات أخرى تهتم بحقوق الإنسان على غرار مؤسسة ديوان المظالم والجمعية المغربية لحقوق الإنسان ومنتدى الحقيقة والإنصاف وجمعية مناهضة الرشوة والمرصد الوطني

أشاد برنامج الأمم المتحدة الإنمائي بتميز المغرب داخل العالم العربي في مجال حقوق الإنسان. وأوضحت عالية الدالي الممثلة المقيمة الدائمة المساعدة لمكتب برنامج الأمم المتحدة الإنمائي بالمغرب أن المغرب كان السباق عربيا في مجال حقوق الإنسان منذ التسعينات حين أنشأ المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان سنة

للسجون وغيرها مشيدا بالدور الريادي الذي لعبته هذه المؤسسات الحقوقية.

وأكدت الدالي أن المغرب وبشهادة الجميع، عربيا وإفريقيا، سجل تطورا مهما في مجال حقوق الإنسان حين أضحي يولي حقوق الإنسان، خصوصا السياسية والمدنية، أهمية خاصة منذ بداية التسعينات سواء على مستوى الدولة أو المجتمع المدني.

2

الناصرى: النهوض بحقوق الإنسان خيار لا رجعة فيه

قال إن ورش إصلاح القضاء ضامن أساسي لحقوق الإنسان

قال محمد الطيب الناصري، وزير العدل، إن النهوض بحقوق الإنسان، في المغرب، يعتبر خيارا إستراتيجيا لا رجعة فيه، مضيفا أنها تحظى باهتمام متميز في المشروع المجتمعي المغربي الذي يقوده جلالة الملك محمد السادس.

وأكد الوزير أن المغرب، في إطار حرصه وتشبثه بتعزيز منجزاته في هذا المجال، نفذ برامج عمل في مجال إحداث وتعزيز المؤسسات والهيكل، وسن التشريعات الوطنية، وتطويرها، وملاعتها مع الاتفاقيات الدولية لحقوق الإنسان، وتوفير الضمانات اللازمة لحماية حقوق الإنسان والدفاع عنها، والعمل على طي صفحة الماضي وجبر أضرارها.

وأوضح الوزير، في كلمته في الجلسة الافتتاحية للقاء السنوي السادس للمؤسسات العربية لحقوق الإنسان المنعقد أمس (الأربعاء) بالرباط، أن المغرب يعرف عدة أوراش مهيكل، في مقدمتها ورش إصلاح القضاء باعتباره ضامنا أساسيا لحقوق الإنسان، وورش حماية حقوق الإنسان وتعزيز شروط ممارستها في الحياة اليومية، من خلال الخطة الوطنية للديمقراطية وحقوق الإنسان، والأرضية المواطنة للنهوض بثقافة حقوق الإنسان، وورش المبادرة الوطنية للتنمية البشرية.

وأبرز الوزير أن الملكة المغربية واصلت حضورها على الصعيد الدولي والعربي والإفريقي، من خلال مواكبتها لأشغال جامعة الدول العربية ولجانها المختصة، ومساهماتها المستمرة في تفعيل الخطة العربية للتربية على حقوق الإنسان، ومبادراتها باقتراح خطة عربية لتعزيز ثقافة حقوق الإنسان التي أعدت

أرضيتها بالرباط السنة الماضية. وأشار الوزير إلى أن المغرب قدم، بشراكة مع سويسرا، مقترحا إلى مجلس حقوق الإنسان، من أجل اعتماد إعلان عالمي للتربية والتدريب في مجال حقوق الإنسان، بالإضافة إلى مقترح سابق بشراكة مع النرويج، يتعلق باعتماد إعلان عالمي للمدافعين عن حقوق الإنسان، إلى جانب مبادرات أخرى.

وأكد الناصري أن المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان تقوم بأدوار أساسية في الدفاع عن حقوق الإنسان والنهوض بها، إذ أنها شريك أساسي للحكومة في القيام بمهمة ترسيخ قيم حقوق الإنسان، وممارستها، ونشر ثقافتها، والتربية عليها، كرهان يستلزم مشاركة كافة الجهات الحكومية، ومؤسسات وطنية، ومجتمع مدني، وقطاع خاص، ووسائل إعلام، ومفكرون وباحثون،

وأكاديميون.

في السياق ذاته، قال أحمد حرزني، رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، إن تعزيز حكم القانون مهمة صعبة ومستمرة، تتطلب نفسا طويلا، ومجهودا متواصلًا، ونهجا متدرجا، وتستدعي، أيضا، مساهمة مختلف الفاعلين من منظمات دولية، ومؤسسات متخصصة، وسلطات حكومية، وسلطات قضائية، وهيئات برلمانية، ومؤسسات وطنية، وهيئات البحث العلمي، وجمعيات المجتمع المدني.

وأضاف أن تعزيز حكم القانون، يتطلب، كذلك، اعتماد استراتيجيات وخطط وبرامج محددة متشاور حولها، تأخذ بعين الاعتبار أهمية المقاربة الحقوقية، وغايات التنمية ومركزات البناء الديمقراطي.

وأبرز حرزني أنه إذا كان من المسلم به أن القضاء يُعد أداة حاسمة في أي نظام يروك حماية حقوق الإنسان، فإن صناع القرار والمتتبعين مقتنعون اليوم، أن المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان، رغم حداثة عهدها، يمكن أن تلعب دورا مهما في تعزيز حكم القانون، من خلال المساهمة في دراسة ملائمة التشريعات الوطنية مع المعايير الدولية لحقوق الإنسان، وتتبع مدى تلاؤم تطبيقها مع اجتهادات، وملاحظات، وتوصيات لجان المراقبة الدولية، تلك الملازمة المرتكزة على مبادئ العدل، والمساواة، والمسؤولية، وعدم الرجعية، والخضوع للشرعية القانونية، وهي المبادئ الرامية إلى توفير المحاكمة العادلة، وسبل الإنصاف، والحماية المتساوية لحقوق الإنسان.

جمال بورفيسي (مكتب الرباط)

في اللقاء السنوي السادس للمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان

المغرب رائد عربيا وإفريقيا في مجال حماية الحقوق والحريات الفردية والجماعية

الرباط: أبورضى

أشاد برنامج الأمم المتحدة الإنمائي بتميز المغرب داخل العالم العربي في مجال حقوق الإنسان. وأوضحت عالية الدالي الممثلة المقيمة الدائمة المساعدة لمكتب برنامج الأمم المتحدة الإنمائي بالمغرب أن المغرب كان السياق عربيا في مجال حقوق الإنسان منذ التسعينات حين أنشأ المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان سنة 1990 والعصبة المغربية لحقوق الإنسان ثم جمعيات ومنظمات وهيئات أخرى خصوصا بعد مصادقة المغرب على العهدين الدوليين المتعلقين بالحقوق السياسية والمدنية والحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية. كما أشارت الدالي إلى إنشاء المغرب لهيئات أخرى تهتم بحقوق الإنسان على غرار مؤسسة ديوان المظالم والجمعية المغربية لحقوق الإنسان ومنندى الحقيقة والإنصاف وجمعية مناهضة الرشوة والمرصد الوطني للسجون وغيرها مشيدا بالدور الريادي الذي لعبته هذه المؤسسات الحقوقية.

وأكدت الدالي أن المغرب وبشهادة الجميع، عربيا وإفريقيا، سجل تطورا مهما في مجال حقوق الإنسان حين أضحي بولي حقوق الإنسان، خصوصا السياسية والمدنية، أهمية خاصة منذ بداية التسعينات سواء على مستوى الدولة أو المجتمع المدني.

وأبرزت الدالي أن تعدد المنظمات والهيئات الحقوقية بالمغرب يعكس عمق اهتمام المجتمع المغربي بالإشكالية الحقوقية سواء على صعيد الاهتمامات القطاعية كحقوق الطفل والمرأة والخادمت القاصرات والأشخاص ذوي الاحتياجات الخاصة والمستهلك وغيرها، متسائلة عن مدى فعالية تعددية المؤسسات الحقوقية وانسجام

تدخلاتها على مستوى الوطني وكذا علاقتها بمؤسسات الدولة بحكم تفاوت قدراتها وإمكانياتها، داعية إلى تحديد مكامن الخلل ومحاولة تطويرها وتزويد المؤسسات الحقوقية بالإمكانيات الضرورية لأداء مهمتها في الحد على تفعيل المواثيق لدولية.

جاء هذا خلال اللقاء السنوي السادس للمؤسسات الوطنية العربية لحقوق الإنسان حول موضوع /دور المؤسسات الوطنية في تعزيز حكم القانون/ الذي نظمه أمس الأربعاء المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان بتعاون مع المفوضية السامية للأمم المتحدة لحقوق الإنسان والمركز لوطني لحقوق الإنسان بالأردن وبرنامج الأمم المتحدة الإنمائي وتميز بحضور محمد الطيب الناصري وزير العدل.

وفي نفس السياق، اعتبر محمد الطيب الناصري وزير العدل النهوض بحقوق الإنسان بالنسبة للمغرب خيارا استراتيجيا لا رجعة فيه. وقال إن المغرب نفذ برامج عمل في مجال إحداث وتعزيز المؤسسات والهيكل وسن التشريعات الوطنية وتطويرها وملائمتها مع الاتفاقيات الدولية لحقوق الإنسان وتوفير الضمانات اللازمة لحماية حقوق الإنسان والدفاع عنها والنهوض بها ونشر ثقافتها والعمل على طي صفحة الماضي وجبر أضرارها. وأبرز الناصري أن المغرب فتح أوراشا كبرى مهيكلتها في مقدمتها ورش حماية حقوق الإنسان وتعزيز شروط ممارستها في الحياة اليومية وورش المبادرة لوطنية للتنمية البشرية وورش إصلاح القضاء وورش الجهوية الموسعة بأبعادها السياسية والاجتماعية والاقتصادية والثقافية وورش الميثاق الوطني للبيئة والتنمية المستدامة إضافة إلى خطط وطنية وقطاعية عديدة تهتم بالنهوض بحقوق

المرأة وحقوق الطفل وبأوضاع وحقوق الفئات الخاصة. كما واصل المغرب حضوره دوليا وعربيا وإفريقيا من خلال مساهمته في تفعيل الخطة العربية للتربية على حقوق الإنسان وتقديمه بشراكة مع سويسرا مقترحا إلى مجلس حقوق الإنسان من أجل اعتماد إعلان عالمي للتربية والتدريب في مجال حقوق الإنسان.

من جهته، أشار الدكتور عدنان بدران رئيس مجلس أمناء المركز الوطني لحقوق الإنسان بالأردن في كلمة ألقاها نيابة عنه الأستاذ محيي الدين توقي إلى أن العلاقة بين العدالة وسيادة القانون والديمقراطية من المنظور العلمي أعقد من المفهوم الذي ينظر له بعض نشطاء حقوق الإنسان. ودعا نشطاء حقوق الإنسان إلى دمج النواحي القانونية مع النواحي المتعلقة بالديمقراطية للوصول إلى سيادة القانون في مقاربة واحدة، مشيرا إلى أن سيادة القانون مبدأ للحكم يكون فيه جميع الأشخاص والمؤسسات والكيانات والقطاع العام والخاص بما في ذلك الدولة ذاتها، مسؤولين أمام قوانين صادرة علنا وتطبق على الجميع بالتساوي ويحتكم في إطارها إلى قضاء عادل ومستقل وتتفق مع القواعد والمعايير الدولية لحقوق الإنسان. أما أحمد حرزني رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، فقد أكد أن صناع القرار مقتنعون اليوم بأن المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان يمكن أن تلعب دورا مهما في تعزيز حكم القانون من خلال المساهمة في دراسة ملاءمة التشريعات الوطنية مع المعايير الدولية لحقوق الإنسان وتتبع مدى تلاؤم تطبيقها مع اجتهادات وملاحظات وتوصيات لجن المراقبة الدولية المرتكزة على مبادئ العدل والمساواة والمسؤولية وعدم الرجعية والخضوع للشرعية القانونية.

المنظمون يحملون المسؤولية لمركز السينما وجهات أخرى تأجيل الدورة الثالثة للمهرجان الدولي لحقوق الإنسان

ع-م

أعلنت جمعية حركة الشباب الأورومتوسطي تأجيل الدورة الثالثة للمهرجان الدولي لفيلم حقوق الإنسان إلى غاية 10، 11، 12 و 13 دجنبر 2010، وهي الفترة التي تصادف الإحتفال باليوم العالمي لحقوق الإنسان. وتجدر الإشارة إلى أن فعاليات هذه التظاهرة كان مقررا إجراؤها في غضون الشهر الحالي من 3 إلى 6 ماي منه. ويعود قرار التأجيل، حسب بلاغ للجمعية، إلى العراقيل التي وضعت أمامها من طرف المركز السينمائي المغربي والمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان. وتختلف المعهد الملكي للثقافة الأمازيغية عن دعم المهرجان مقارنة بالدورة الثانية، والسبب في هذا التراجع، يقول نفس البلاغ، أن هذه الجهة لم يرقها أن تكون فلسطين ضيف شرف الدورة، مع أن المعهد الملكي للثقافة الأمازيغية ساند المهرجان في الدورة الأولى.

ورفضت الجمعية، في بلاغها، السماح لأي كان بالتدخل في اختياراتها، فهي الوحيدة المخول لها اختيار المكرمين، انطلاقاً من قناعتها القاضية بدعم الشعوب المستضعفة في جميع أنحاء العالم.

ويضيف البيان أن المهرجان دفع ثمنا غاليا للحفاظ على استقلاليته، معتبرا أن الخط الذي رسمه لنفسه أزعج البعض وجعلهم يحاربونه بوسائلهم الخاصة، في إشارة إلى المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، الذي تتهمه الجمعية بسرقه فكرة مهرجانها وتنظيم مهرجان سينمائي على المقاس، سمته الملتقى الأورومتوسطي لسينما حقوق الإنسان، مع أن هذا الأخير سبق أن بعث، تبعا للبيان، رسالة جوابية في ما يخص دعم الدورة الأولى، جاء فيها أن المجلس لا يمول مبادرات من هذا النوع، لتفاجأ الجمعية في الدورة الثانية بنفس الموقف، لكن هذه المرة، بمرير أن المجلس لا يستطيع دعم المهرجان الدولي لفيلم حقوق الإنسان، لكونه سينظم ملتقى سينمائيا خاصا به، وهو ما اعتبرته الجمعية محاولة قتل لمهرجانها، الذي خصص جائزة تحمل اسم المرحوم إدريس بنزكري، الرئيس السابق للمجلس ومؤسس هيئة الإنصاف والمصالحة، لأحسن فيلم.

وفي ما يتعلق بالمركز السينمائي المغربي، أشار البيان إلى أن المركز لم يكلف نفسه عناء الرد على طلب الدعم والترخيص للجمعية باستغلال بعض القاعات السينمائية إلا بعد اقتراب موعد التظاهرة بأسبوع، وهو ما أربك استعداداتها، حسب نفس المصدر، مبرزا أن قيمة الدعم لم تكن تتجاوز 20 ألف درهم، لتتساءل: أي دعم هذا: هل هو ثمن تذكرة ضيف أم إيوانه، أم قيمة جائزة أحسن فيلم والمحددة في 50 ألف درهم؟!.. في حين، يقول البيان، ينفق المركز السينمائي أكثر من 500 مليون في مهرجانات ليست لها أي قيمة مضافة...

وحدد المركز مدة يومين للاستفادة من قاعة «الفن السابع» في الرباط، مع العلم بأن المهرجان يمتد لمدة 4 أيام، فهل معناه، يقول البيان، أن المركز يريد أن ينهي اليومين المتبقين من العرض في الشارع؟ أم هو استرخا من هذه المهرجانات، الذي يحتل المرتبة الرابعة عالميا، بعد مهرجانات باريس وجنيف ونيويورك ويعرض 60 فيلما في كل دورة من جميع أنحاء العالم، وهي أفلام تعنى بالحقوق السياسية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية والبيئية... كما يتم خلال فعالياته تكريم شخصيات وطنية ودولية ناضلت من أجل ترسيخ ثقافة حقوق الإنسان. كما يمنح المهرجان جائزة أحسن فيلم، لتشجيعا للإنتاج السينمائي في هذا المجال. وقد أطلق اسم الراحل إدريس بنزكري على هذه الجائزة، اعترافا له بالمجهودات التي بذلها من أجل المصالحة وطي صفحة الماضي، وعليه فهدف المهرجان، يقول البيان، هو فضح انتهاكات حقوق الإنسان وإتاحة الفرصة للالتقاء بين الجمهور والسينمائيين وأصحاب القرار.